

Salaire de Ghosn :
Une loi Travail,
mais toujours pas
de loi Salaire

l'étincelle

*Accords de
compétitivité :*
PSA et Renault en
plein dumping social

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 24 mai 2016

Mobilisation contre la loi travail : Où en sommes-nous ?

Depuis deux mois et demi, la colère s'exprime contre cette loi travail qui vise à légaliser tous les chantages patronaux. Sept journées de grève et de manifestations interprofessionnelles ont déjà mobilisé de nombreux travailleurs et jeunes. Alors que les médias répétaient que la mobilisation était sur le déclin, les manifestations de jeudi dernier, 19 mai, leur ont asséné un démenti en rassemblant plus de monde que les deux journées précédentes.

La balle dans le camp des travailleurs

Mais pourra-t-on faire reculer le gouvernement en poursuivant cette stratégie de manifestations espacées ? Durant deux mois, la mobilisation a été rythmée par la jeunesse étudiante et lycéenne, qui a bousculé le calendrier syndical en proposant des manifestations intermédiaires. Les jeunes ont d'ailleurs eu le réflexe, via leurs comités de mobilisation ou leurs coordinations, d'organiser des rencontres avec les salariés de différents secteurs, mobilisés ou non. Les Nuit Debout ont été l'occasion de poursuivre ces initiatives. Mais à présent, il revient aux travailleurs d'impulser une nouvelle dynamique par la seule arme que craignent vraiment gouvernements et patronats : la grève.

Il faut dépasser la stratégie perdante des directions syndicales

« Grève générale ! » scande-on dans les cortèges depuis le 9 mars. Pourtant, les directions syndicales n'ont rien fait pour la construire. Et ne parlons pas de celles qui soutiennent la loi travail.

Dans les secteurs les plus mobilisés, comme à la SNCF, elles n'ont cessé de repousser l'échéance d'une grève reconductible. Elles ont tenté d'isoler les cheminots par des journées de grèves distinctes de celles des autres salariés, comme si le Décret socle contre lequel se battent également les cheminots n'était pas l'avatar de la loi travail pour le rail !

Actuellement, la CGT propose aux cheminots des grèves de 48 heures, les mercredis et jeudis : après les grèves « carrées », on passe aux grèves « rectangles » ! Pourtant, la plupart des cheminots ont bien compris que seule la grève jusqu'au retrait de la loi travail et du Décret-socle pourra garantir le maintien de leurs conditions de travail. Dans plusieurs gares, à Paris, Tours ou Grenoble, ils ont décidé par eux-mêmes, dans les assemblées

générales, qu'il était temps de s'y mettre vraiment et ils reconduisent la grève depuis le 18 mai.

Le moment est d'autant plus venu de démarrer la grève que plusieurs secteurs sont entrés en lutte : cheminots, routiers, raffineries... et que d'autres pourraient s'y joindre si la grève se concrétise.

Les fausses promesses du gouvernement

Le gouvernement tente de duper les routiers en promettant que leur convention collective, régissant le paiement des heures supplémentaires, ne sera pas revue, tout comme les conducteurs de la SNCF s'étaient vu promettre le maintien de leurs jours de repos. Mais ces promesses n'engagent que ceux qui y croient. Il s'agit surtout de tentatives de division pour mieux s'attaquer aux uns et aux autres le moment venu. D'autant que la loi travail prévoit justement de remettre en cause tous les cinq ans les quelques garanties laissées dans les conventions collectives.

La mobilisation contre la loi travail est donc à un tournant. Le recours au 49.3 a montré qu'il n'y a rien à attendre du parlement et son simulacre de démocratie. La tâche de ceux qui veulent faire reculer le gouvernement est de construire la grève. Dans les secteurs mobilisés, en s'organisant et en décidant collectivement dans des assemblées générales. Dans les autres secteurs en discutant le plus largement possible de cette perspective avec les collègues. Partout, en établissant des liens entre entreprises et secteurs et en participant largement aux grèves et manifestations, à commencer par celle de jeudi 26 mai.

Ce n'est qu'en construisant la grève à la base que nous pourrons gagner contre la loi travail et toutes les attaques sectorielles.

**Jeudi 26 mai : tous à la manifestation à
Paris à 14h, de Bastille à Nation !**

Vous aussi, faites des Etincelles !

Demain mercredi 25 mai, les diffuseurs de *L'Etincelle* seront aux entrées du Technocentre pour une collecte de soutien au bulletin. Si vous appréciez *L'Etincelle*, préparez vos sous et versez à la collecte !

Contre la loi Travail, à Renault aussi !

Plusieurs rassemblements ont eu lieu dans le hall de la Ruche contre la loi Travail. La mobilisation se poursuit, avec des grèves dans les raffineries ou à la SNCF. C'est le moment de s'y mettre tous, et de se mobiliser jeudi pour une nouvelle journée d'action !

Touchez pas au Grisbi

Face au scandale du salaire de Ghosn, le MEDEF et l'AFEP (Association Française des Entreprises Privées) ont révisé leur « *code de bonne conduite* » pour que le vote de l'AG des actionnaires sur la rémunération du PDG soit « *impératif* » et plus seulement « *consultatif* ». Mais pas « *contraignant* » ! En cas d'avis négatif, le conseil d'administration devra faire une « *contre-proposition* », mais il gardera le dernier mot. Les patrons ont le sens de la nuance... et des affaires.

« Moi président... »

Hollande s'est fait élire en promettant de taxer à 75% les revenus supérieurs à un million d'€. Une promesse non tenue. Il promet maintenant de rendre le vote des actionnaires sur le revenu des PDG contraignant. Même s'ils votent pour un salaire indécent ?

A quand l'AG des salariés ?

Donner un petit pouvoir à des actionnaires qui ne jurent que par la hausse de leurs actions et dividendes ne changera rien. Autant confier la lutte contre l'évasion fiscale à des banquiers ! Pour défendre leur emploi, leur salaire et leurs conditions de travail, les salariés ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Des patrons plein de ressources

En 2016 comme en 2015, Ghosn a perçu 100 000 actions gratuites à la place des stock-options jugées trop aléatoires. Renault a dû en effet annuler des plans de stock-options, car l'action valait moins que le cours fixé lors de leur attribution. Désormais, les centaines de cadres dirigeants de Renault bénéficiaires d'actions gratuites seront gagnants quel que soit le cours de l'action. Si même le comité des rémunérations juge que la Bourse est trop risquée...

Mais où est passée la PPG ?

Les cadres dirigeants, dont le poste est gradé L2 ou L1, touchent une Part Variable Groupe (PVG, ex PPG). La direction se garde bien de communiquer là-dessus. Cette année, cette prime serait en moyenne de 23 % de leur forfait annuel ! Elle aurait été de 13 % l'an dernier. Rien à voir avec le niveau des primes versées aux autres cadres, aux ETAM et aux APR.

Préliminaires

Dans le cadre du nouvel accord de compétitivité Renault de 2017, la direction centrale organise des groupes de travail avec les syndicats sur « *l'automobile du futur* », « *l'usine du futur* » ou encore « *l'ingénierie du futur* ». Cinq réunions auront lieu en juin, avant d'aborder les mesures concrètes, mais aucune sur le véritable objectif de la direction : la marge opérationnelle du futur.

Compétitivité : PSA en éclaireur

La direction de PSA aussi veut imposer un nouvel accord de compétitivité. Au programme : suppressions d'emplois, externalisations (notamment en R&D), flexibilité (1 samedi travaillé obligatoire par mois, compteur de ± 15 jours/an non payés en heures supplémentaires...), suppression de jours de congés d'ancienneté, déclassement possible d'ETAM sur des postes d'ouvriers professionnels et de professionnels sur des postes sur chaîne... Et le tout sans engagement de ne pas fermer de site !

Des salariés de PSA Saint-Ouen ont débrayé face à ces provocations. Des actions sont prévues sur d'autres sites. La colère pourrait être contagieuse...

Débauche de com' sur les embauches

Le 24 mai, la direction organise un nouveau Forum recrutement à la Ruche. Une centaine de candidats, auparavant triés par les RH, passeront des entretiens. Le 11 mai, seuls 30 sur 100 y auraient décroché un CDI. On est loin des besoins réels. Faute de booster les embauches, ces forums boostent surtout la com'.

La compétitivité nuit à la mobilité

Alors que Renault proclame « *encourager la mobilité au sein de l'entreprise* » et faire de chaque salarié un « *acteur de sa mobilité* », en réalité changer de poste relève du parcours du combattant. Faute d'embauches suffisantes, chaque secteur veut garder ses troupes. Et c'est pire quand on n'est pas à temps plein ou avec un handicap, comme le dénoncent les médecins du travail dans leur dernier rapport annuel.

Des usagers pris en otage

La ligne 39-12 qui dessert le TCR depuis les gares de Versailles est saturée. D'où une grosse galère le matin pour les salariés. Rien à voir avec les grèves : du coup personne ne vient interviewer ces « usagers pris en otage ». Une solution : que Renault rétablisse ses lignes de bus privées !

Mitsubishi dans la colle

Nissan vient de déboursier 1,9 milliards pour s'offrir Mitsubishi. Ghosn en a immédiatement viré le patron pour placer ses proches. Quant aux salariés, ils risquent de subir un plan de redressement dont Ghosn est expert. Partout dans l'Alliance, ce sont les mêmes méthodes pour générer toujours plus de profits !